

Analyse du Besoin en Financement 2019

Vue d'ensemble pour les pays du Partenariat de Ouagadougou

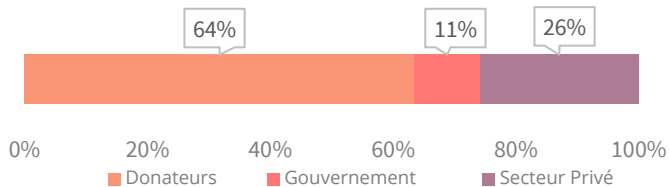
L'Analyse du Besoin en Financement de la RHSC contribue à fournir des données et analyses essentielles pour guider les stratégies à adopter pour faire face aux difficultés à venir en matière de disponibilité des produits contraceptifs. Les riches résultats du rapport aident à mettre en lumière les tendances actuelles, ainsi que les changements qui pourraient se produire au cours de la prochaine décennie. À partir de ces résultats, cinq thèmes majeurs pour la disponibilité des produits ont été identifiés. Cette fiche met en évidence les principales conclusions pour chaque thème pour les pays du partenariat de Ouagadougou.

01 Tendance à un financement stagnant des donateurs

Le montant actuellement dépensé en produits contraceptifs dans les Pays du partenariat de Ouagadougou est de

29.2 millions \$

Dépenses actuelles par secteur



Si les dépenses restent aux niveaux actuels alors que le nombre de femmes utilisant une contraception augmente, le besoin en financement sera de...

2.27 millions \$ d'ici 2020

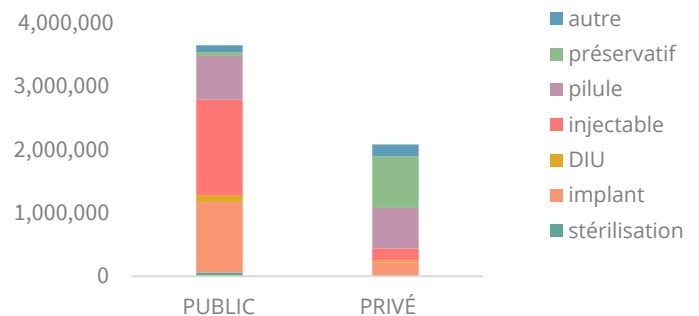
12.4 millions \$ d'ici 2025

40.9 millions \$ sur 5 ans (2021-2025)

02 Différences entre les secteurs public et privé

Au total, 5,71 millions de personnes utilisent une méthode contraceptive dans les pays du Partenariat de Ouagadougou. 64% d'entre elles accèdent à leur méthode contraceptive via le secteur public, tandis que 36% accèdent à leur contraceptif dans le secteur privé. Le graphique ci-contre montre comment se répartissent ces utilisatrices par secteur et méthode. Nous pouvons observer des différences prononcées dans la méthode que les femmes reçoivent des sources des secteurs public et privé, suggérant que les deux ne sont pas interchangeables.

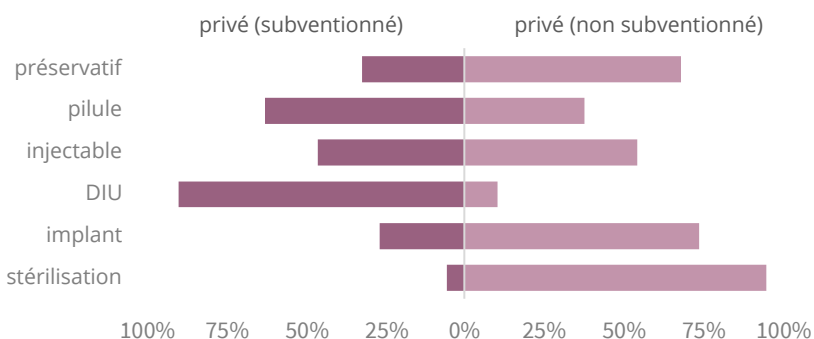
Utilisatrices par méthode, 2018



03 Le rôle des subventions dans le secteur privé

Part des utilisatrices dans le secteur privé

Comparaison par méthode

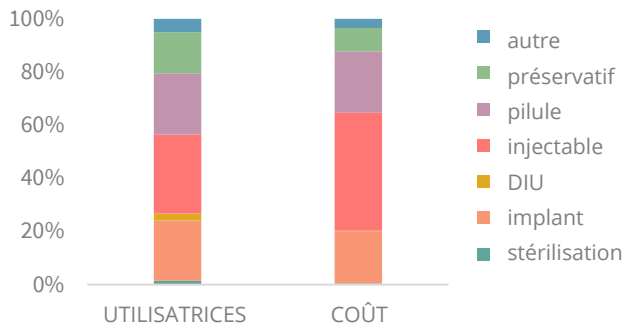


Le CGA 2019 innove en mettant de côté les distinctions entre le marketing social et le secteur commercial, et en se concentrant plutôt sur les produits contraceptifs eux-mêmes: qu'ils soient vendus à un prix commercial, ou qu'ils bénéficient d'une forme de subvention du secteur public.

Sur les 2,08 millions d'utilisatrices de méthodes contraceptives dans les pays du partenariat de Ouagadougou qui obtiennent leur méthode auprès d'entités du secteur privé, 53% d'entre elles achètent des produits non subventionnés. Le rôle de la subvention varie souvent selon la méthode, comme indiqué dans le graphique ci-contre.

04 Différences dans la répartition des utilisatrices et des coûts

Répartition des méthodes par niveau d'utilisation / par coût, 2018

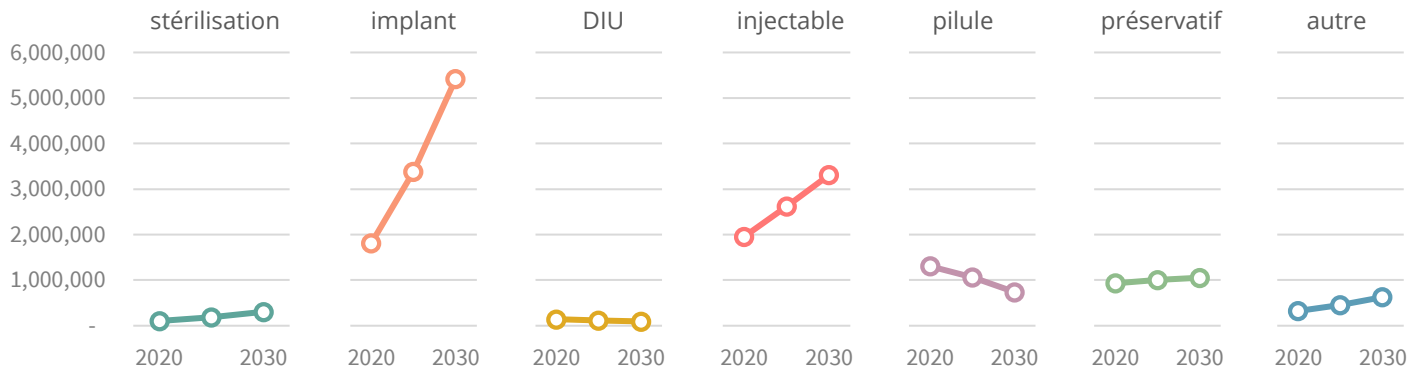


Le coût total de consommation de contraceptifs dans les pays du partenariat de Ouagadougou est actuellement de 27,5 millions de dollars. Parce que le coût de consommation n'est pas simplement une fonction de l'utilisation, il existe souvent des différences importantes selon que l'on répartit les méthodes contraceptives par niveau d'utilisation ou par coût, comme indiqué dans le graphique ci-contre. Ceci est dû à différents facteurs, parmi lesquels les différences dans le nombre d'unités de chaque méthode qu'une utilisatrice doit consommer par année ; la différence de coût entre les méthodes ; et la différence de coût pour chaque méthode d'un pays à l'autre.

05 Croissance significative mais inégale dans les dix années à venir

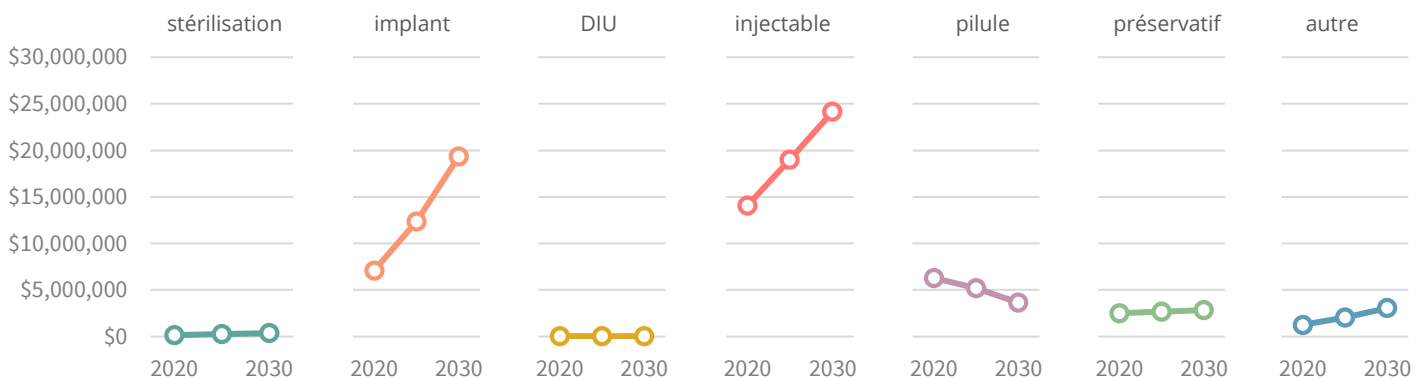
Le CGA 2019 ne tente pas de prédire les changements futurs, mais plutôt d'indiquer où en serait la situation si les tendances actuelles se confirmaient. D'ici 2020, il y aura 6,58 millions d'utilisatrices de produits contraceptifs dans les pays du partenariat de Ouagadougou. Selon les tendances actuelles, ce nombre atteindra 11,6 millions d'ici 2030, soit une augmentation de 4,98 millions d'utilisatrices.

Evolutions en nombre d'utilisatrices 2020-2030



À mesure que le nombre total d'utilisatrices change, les coûts évoluent également. En 2020, le coût des produits contraceptifs dans les pays du partenariat de Ouagadougou sera de 31,5 millions de dollars. Ce chiffre atteindra 53,4 millions de dollars d'ici 2030, soit une augmentation de 22 millions de dollars.

Evolution du coût de consommation, 2020-2030



Comprend 9 pays: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo.